

MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL

« DEMATERIALISATION DES DOCUMENTS D'URBANISME »

DE LA COMMISSION DONNEES

Version du 22/11/2016

PREAMBULE

Le décret n° 2011-127 du 31 janvier 2011, relatif au Conseil national de l'information géographique (CNIG), précise que ce dernier « a pour mission d'éclairer le Gouvernement dans le domaine de l'information géographique, notamment pour ce qui concerne la coordination des contributions des acteurs concernés et l'amélioration des interfaces entre ces derniers. Il prend en compte les besoins exprimés et en particulier les besoins des utilisateurs. Il peut formuler des avis sur toute question relative à l'information géographique ».

C'est dans ce cadre que s'inscrit le groupe de travail « dématérialisation des documents d'urbanisme ». Mandaté par la Direction générale de l'aménagement du logement et de la nature (DGALN), il a été initialement piloté par le Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU) puis par la DGALN et le Centre d'études sur les risques l'environnement la mobilité et l'aménagement (CEREMA).

Ce groupe de travail vise à moderniser l'élaboration, la dématérialisation et la diffusion des documents d'urbanisme et des servitudes d'utilité publique juridiquement opposables.

1 - CONTEXTE

1.1 - La directive INSPIRE

La directive européenne INSPIRE concerne les séries de données géographiques « détenues par une autorité publique, ou en son nom, sous format électronique, relatives à une zone sur laquelle la France détient ou exerce sa compétence, et concernant un ou plusieurs thèmes figurant aux annexes I, II et III de la directive » (nouvel article L. 127-1 du code de l'environnement, résultant de la transposition de la directive).

Le thème 4 de l'annexe III recouvre l'« Usage des sols, considéré comme le territoire caractérisé selon sa dimension fonctionnelle prévue ou son objet socioéconomique actuel et futur (par exemple : résidentiel, industriel, commercial, agricole, forestier, récréatif).[...] ».

Le thème 11 de l'annexe III recouvre les « zones [...] réglementées ou utilisées pour les rapports aux niveaux international, européen, national, régional et local. Sont inclus les décharges, les zones restreintes aux alentours des sources d'eau potable, les zones vulnérables aux nitrates, les chenaux réglementés en mer ou les eaux intérieures importantes, les zones destinées à la décharge de déchets, les zones soumises à limitation du bruit, les zones faisant l'objet de permis d'exploration et d'extraction minière, [...] ».

1.2 - L'ordonnance du 19 décembre 2013

L'ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013, relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique modifie le code de l'urbanisme et prévoit que :

« [...] Le portail national de l'urbanisme est, pour l'ensemble du territoire, le site national pour l'accès dématérialisé, à partir d'un point d'entrée unique, aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique, transmis à l'Etat selon les modalités définies à l'article L. 129-2 »

« A compter du 1er janvier 2016 et jusqu'à la date d'entrée en vigueur des dispositions mentionnées aux 2° à 5° de l'article 1er, les communes ou leurs groupements compétents mettent à disposition, par voie électronique, dès leur entrée en vigueur, les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales applicables sur leur territoire. Cette mise à disposition est réalisée sur le portail national de l'urbanisme ou, à défaut, sur le site internet de la commune ou de l'établissement public compétent ou, si ceux-ci n'en disposent pas, sur le site internet des services déconcentrés de l'Etat dans le département en charge de l'urbanisme. »

« [...] A compter du 1er juillet 2015, tout gestionnaire d'une servitude d'utilité publique visée à l'article L. 126-1 transmet à l'Etat, sous format électronique en vue de son insertion dans le portail national de l'urbanisme, la servitude dont il assure la gestion qui figure sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat. »

« La numérisation des documents d'urbanisme et des servitudes d'utilité publique en vue des transmissions prévues aux I et II s'effectue conformément aux standards de numérisation validés par la structure de coordination nationale [...] »

« A compter du 1er janvier 2020, la publication prévue au premier alinéa de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales s'effectue sur le portail national de l'urbanisme prévu à l'article L. 129-1 selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme [...] »

1.3 - L'ordonnance du 23 septembre 2015

Le code de l'urbanisme a été recodifié par l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif « à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ».

1.4 – Le décret « SVE » du 5 novembre 2015

Ce décret définit les conditions de saisine de l'administration par voie électronique (SVE).

2 - MISSION ET OBJECTIFS GENERAUX

Le groupe de travail « dématérialisation des documents d'urbanisme » est chargé de :

- contribuer à la concertation et la coordination des acteurs dans l'objectif de permettre l'élaboration directement sous forme numérique, la dématérialisation et la diffusion des documents d'urbanisme et des servitudes d'utilité publique juridiquement opposables via le Géoportail de l'urbanisme.
- préparer les standards et les maintenir suivant les évolutions du code de l'urbanisme.

Il tient compte des travaux antérieurs du CNIG, des plateformes de l'infrastructure nationale de l'information géographique, des autres groupes de travail, des règlements européens relatifs à la mise en œuvre d'INSPIRE ainsi que de toute information disponible. Tout au long du processus, les besoins des utilisateurs seront particulièrement pris en compte, ainsi que les enjeux de la protection de l'environnement et du développement durable.

Les géostandards concernés sont :

- Standard CNIG « documents d'urbanisme » : PLU, PLUi, carte communale (CC) et PSMV
- Standard CNIG « servitudes d'utilité publique »

Les objectifs majeurs de la dématérialisation sont :

- faciliter les échanges et la réutilisation des documents d'urbanisme numériques ;
- permettre leur diffusion via le Géoportail de l'urbanisme ;
- disposer de données homogènes sur l'ensemble du territoire national ;
- intégrer le document d'urbanisme dans l'environnement numérique nécessaire à la simplification du droit des sols voire à d'autres usages.

3 - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Le règlement intérieur du CNIG s'applique à l'organisation et au fonctionnement du groupe de travail « dématérialisation des documents d'urbanisme ».

Le pilotage du groupe de travail est assuré par la DGALN s'appuyant sur DHUP/QV pour la partie métier urbanisme.

L'animation et le secrétariat sont placés sous la responsabilité du CEREMA.

Le groupe de travail rapporte régulièrement, au moins une fois par an, l'état d'avancement de ses travaux à la Commission Données du CNIG.

Le groupe de travail mène sa mission dans le cadre d'une large concertation, associant en son sein des utilisateurs, des producteurs, des représentants de l'État et des collectivités territoriales, des fournisseurs de services liés à l'information géographique, des infrastructures de données géographiques, et l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Il coordonne les contributions de ces acteurs.

Le groupe de travail est ouvert et à géométrie variable selon les sujets abordés. Des appels à candidatures et/ou à contributions sont organisés au regard des problématiques traitées.

Le groupe de travail veille à la cohérence générale des travaux ainsi qu'à une répartition rationnelle des activités à conduire (identification et réponses aux questions, rédaction des standards, recensement des initiatives locales, etc.), en concertation avec les autres acteurs du domaine de l'urbanisme :

- Maîtrise d'ouvrage du Géoportail de l'urbanisme
- Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme
- Fédération Nationale des Scot
- Association des ingénieurs territoriaux de France
- etc.

4 - METHODE DE TRAVAIL

Les travaux préparatoires aux évolutions des standards comprennent :

- le recueil des besoins, basé sur :
 - la prise en compte de la législation en cours et de ses évolutions ;
 - la présentation de méthodologies et pratiques déployées dans les territoires ;
 - l'intégration des données dans le GPU et la création de nouveaux services ;
 - la production du groupe de travail chargé de l'élaboration du guide méthodologique de numérisation des servitudes d'utilité publique.
 - les travaux du groupe technique « Métadonnées » de la Commission « règles de mise en œuvre » du CNIG ;
- la traduction des besoins en modèle de données ;
- la rédaction des projets de standards ;
- l'appel à commentaires avant soumission à la Commission Données, puis au conseil plénier du CNIG, pour validation.

5 - PLAN DE TRAVAIL PREVISIONNEL

L'objectif est de maintenir et améliorer les standards reconnus par l'ensemble de la communauté des utilisateurs du domaine urbanisme.

Les travaux du GT DDU se dérouleront selon les axes suivants :

AXE N° 1 : Révision des standards PLU/PLUi/CC

La version actuelle du standard PLU/PLUi/CC date d'octobre 2014, elle sera révisée suite au « décret du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme » et aux évolutions techniques souhaitées par les utilisateurs et/ou requises par l'évolution du géoportail de l'urbanisme.

Un standard SCOT simplifié sera proposé à la FNSCOT, se limitant au périmètre du SCOT sous forme de donnée géographique et aux pièces écrites sous forme de fichiers pdf.

AXE N° 2 : Révision des consignes de saisie de métadonnées Doc Urba et SUP

L'intégration des documents d'urbanisme et des servitudes d'utilité publique dans le géoportail de l'urbanisme fait apparaître des pistes d'amélioration pour la saisie des métadonnées, elles seront appréciables pour le catalogage et la recherche de documents d'urbanisme et SUP.

Les documents « *Consignes de saisie de métadonnées d'urbanisme* » seront révisés, en cohérence avec les spécifications techniques INSPIRE sur les métadonnées, et en coordination avec le groupe technique « Métadonnées » de la Commission « Règles de mise en œuvre » (RMO)

AXE N° 3 : Prise en compte des PSMV

Le plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) est un document d'urbanisme s'appliquant dans le périmètre d'un secteur sauvegardé en vue de protéger son patrimoine historique et architectural. En tant que document d'urbanisme, une fois institué le PSMV se substitue au PLU dans les secteurs où il s'applique.

Le PSMV est partiellement pris en compte dans l'actuelle version du standard CNIG PLU. La modélisation actuelle sera enrichie, en cohérence avec le standard CNIG PLU, sur la base de la future nomenclature et légende réglementaire des PSMV édictée par le Ministère de la culture.

AXE N° 4 : Evolution du standard SUP

Il s'agit de faire évoluer le standard CNIG SUP pour répondre au besoin du GPU de permettre la consultation de pièces écrites pour certaines catégories de SUP et pour l'étendre aux nouvelles servitudes : plans de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) et sites patrimoniaux remarquables (SPR).

6 - MOYENS MIS EN ŒUVRE

Pour atteindre ces objectifs, le groupe de travail s'appuie sur :

- cinq réunions par an avec accès à un système de visioconférence ;
- des échanges à distance via une plateforme collaborative comprenant un espace de dépôt de documents accessibles en lecture/écriture aux membres du groupe.

Les axes n°3 et 4 nécessitent la constitution de sous-groupes de travail dédiés qui seront mis en place au démarrage des travaux, avec la désignation d'un pilote qui rendra compte régulièrement à chacune des réunions du GT DDU.

7 - DUREE DU MANDAT

Le présent mandat est défini pour une durée de un an renouvelable.

Fait à Paris, le 12.01.17, en 2 exemplaires

Pour la Commission Données du CNIG	Pour la Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature du MEEM
<p>Le président Dominique CAILLAUD</p> 	<p>La conseillère pour la DGALN Nathalie Marthe-Bismuth</p> 

